

print

La «gaffe» de Kerry ne fait que retarder la campagne guerrière d'Obama

De [Bill Van Auken](#)

Global Research, septembre 11, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-gaffe-de-kerry-ne-fait-que-retarder-la-campagne-guerriere-dobama/5349364>

Lundi, les représentants de l'administration Obama faisaient des pieds et des mains pour sauver le prétexte employé par Washington pour justifier une guerre contre la Syrie. En effet, Moscou et Damas auraient accueilli une remarque faite, il semblerait, spontanément par le secrétaire d'État américain, John Kerry, selon laquelle une attaque des États-Unis pourrait être évitée si le régime du président Bashar Al-Assad rendait ses armes chimiques.

Lorsqu'un journaliste de CBS a demandé lundi à Kerry, lors d'une conférence de presse qu'il tenait conjointement avec le ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague, s'il y avait quoi que ce soit qui pourrait empêcher le déclenchement de la guerre des États-Unis contre la Syrie, Kerry a répondu: «Bien sûr. Il pourrait rendre la totalité des armes chimiques à la communauté internationale cette semaine. Qu'il rende toutes ces armes, sans attendre, et qu'il rende tous les comptes nécessaires sans exception. Mais il ne le fera pas, et ça n'arrivera pas, évidemment.»

Même si Kerry a rapidement laissé tomber cette proposition, elle a été rapidement reprise par le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, qui a déclaré après avoir rencontré son homologue syrien Walid al-Moallem que «Si la mise en place d'un contrôle international sur les armes chimiques de ce pays permettait d'éviter des frappes, nous allons immédiatement commencer le travail avec Damas.» Il a déclaré que Moscou demanderait à son allié syrien de placer toutes ses armes chimiques sous contrôle international, d'accepter qu'elles soient détruites et de signer le traité international qui interdit l'usage de ces armes.

La proposition a ensuite été adoptée par Moallem et le gouvernement syrien. «La Syrie accueille la proposition de la Russie par souci des vies du peuple syrien, de la sécurité de notre pays et parce qu'elle croit en la sagesse du gouvernement russe qui tente d'empêcher une attaque américaine contre notre peuple», a affirmé le ministre syrien des Affaires étrangères. Cette position a été rapidement reprise sur le site web de l'agence de presse du régime à Damas, SANA.

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a aussi annoncé plus tard dans la même journée qu'il préparait le processus à travers lequel les armes chimiques allaient être rendues et détruites et qu'il demanderait au Conseil de sécurité de l'approuver.

Ce développement, qui soulève la possibilité d'éviter une guerre à laquelle s'opposent, selon les sondages, au moins les deux tiers de la population américaine et de très fortes majorités à travers le monde, était clairement vu comme une catastrophe par l'administration Obama et l'élite dirigeante américaine.

Un haut représentant des États-Unis a dit à CNN que les commentaires de Kerry étaient une «bourde monumentale» et «ne correspondaient pas du tout à ce qui avait été discuté», tout juste avant que soit déclenchée une vaste campagne médiatique du président Barack Obama visant à faire pression sur le Congrès pour

faire adopter une résolution autorisant une campagne de bombardement de la Syrie.

Une porte-parole du département d'État a soutenu que les paroles de Kerry n'étaient que de la «rhétorique». Elle a critiqué l'attitude de la Russie et de la Syrie, affirmant qu'ils ne faisaient que «gagner du temps» et qu'il fallait traiter leur position avec «le plus grand scepticisme». Elle a ajouté qu'il devenait «encore plus important que le Congrès donne l'autorisation au président d'agir militairement contre les cibles du régime syrien».

Des journalistes ont alors réagi en demandant si une guerre contre la Syrie était «un fait accompli», peu importe l'attitude du régime Assad, et si les États-Unis ne voulaient que «punir les Syriens, peu importe ce qu'ils feraient». Un reporter a demandé si Kerry avait simplement «bluffé, auquel cas les Russes et les Syriens auraient pu vouloir tester ce bluff».

La première réaction officielle à ce que les journalistes ont décrit comme la «non-proposition rhétorique» de Kerry ne fait que révéler que les allégations d'usage d'armes chimiques par le régime syrien n'étaient qu'une provocation et un prétexte pour une guerre que l'impérialisme américain souhaite pour ses propres intérêts prédateurs.

L'administration Obama n'a offert que des affirmations et des accusations pour lier les attaques du 21 août au régime à Damas. La Russie a présenté ses propres observations démontrant qu'une attaque aux armes chimiques avait été perpétrée précédemment par les fameux «rebelles», les milices alliées d'Al-Qaïda et soutenues par l'Occident qui attaquent la Syrie, et l'a reliée aux événements du mois dernier.

Ces opposants du régime, qui ont subi une série de défaites militaires dans les derniers mois, avaient tout à gagner de cette attaque qui avait tous les signes d'un geste de provocation conçu pour servir de prétexte à une intervention militaire des États-Unis.

Dans une entrevue avec Charlie Rose sur le réseau PBS lundi soir, Assad a soutenu que l'administration Obama n'avait pas présenté «la moindre preuve» justifiant le déclenchement d'une guerre et que les propres soldats du gouvernement syrien avaient subi des attaques à l'arme chimique.

Il a comparé les affirmations de l'administration Obama au «gros mensonge que Colin Powell avait dit sur tous les réseaux satellites à propos des armes de destruction massive en Irak avant de déclencher la guerre». Assad a dit que Powell avait au moins présenté de «fausses preuves», tandis que Kerry et Obama n'avaient rien présenté du tout.

En fin de soirée lundi, pendant qu'Obama accordait des entrevues aux principales chaînes de nouvelles américaines, l'administration changeait de discours. Étant donné la très forte opposition populaire à la guerre, la difficulté qui s'annonce pour la Maison-Blanche de faire passer au Congrès la résolution autorisant une intervention militaire et l'isolement international de l'administration Obama, il a été clairement décidé qu'il serait impossible de s'opposer catégoriquement à la position qui a été prise par la Russie et la Syrie en adoptant la «non-proposition» de Kerry. Ce développement devait plutôt être présenté comme quelque chose de positif que la menace d'attaque militaire avait rendu possible.

À CNN, Obama a déclaré qu'il «préférerait» que la résolution de la question des armes chimiques passe par un accord international, mais que, «D'un autre côté, si nous ne maintenons et ne développons pas une menace sérieuse d'intervention militaire, je ne crois pas que nous puissions en arriver au type d'accord qui est

nécessaire.»

De la même façon, il a dit sur les ondes du réseau Fox News qu'il était maintenant encore plus important que le Congrès autorise une attaque américaine contre la Syrie. «Je crois qu'il est important que nous maintenions la pression pour être certains qu'ils comprennent que nous sommes sérieux», a affirmé Obama.

Les événements de lundi nous rappellent vivement les machinations de l'administration Bush à la fin de 2002, début 2003, après que Saddam Hussein, contrairement aux prévisions des États-Unis, eût permis aux inspecteurs de l'ONU de retourner en Irak et accepté de se soumettre à un programme d'inspection encore plus lourd afin d'empêcher une invasion américaine.

Finalement, l'administration Bush avait tout ignoré (même les déclarations des inspecteurs que le régime irakien était très coopératif et que rien n'avait démontré la présence d'armes de destruction massive [ADM]) et avait tout de même envahi, dans un but qui n'avait rien à voir avec les ADM ou le terrorisme.

Obama, qui a été élu en grande partie en raison de l'immense hostilité de la population américaine pour cette guerre basée sur des mensonges, est déjà sérieusement engagé dans la même voie. Comme son prédécesseur, il est déterminé à provoquer une guerre sur la base de faux prétextes pour remplir un objectif central de l'impérialisme américain: l'hégémonie sur les régions stratégiques riches en pétrole du golfe Persique et d'Asie centrale. Encore plus que celle contre l'Irak, une guerre contre la Syrie, qui est aussi bien dirigée contre ses alliés, l'Iran et la Russie, menace de provoquer un conflit militaire régional et même mondial.

L'offre de la Russie et de la Syrie d'un désarmement et la réaction des États-Unis n'ont pas diminué le risque d'une guerre. Au cours des prochaines semaines, les États-Unis vont tenter de faire échouer ce genre d'accord pacifique et, si nécessaire, nous pourrions être témoins d'un autre acte de provocation de «rebelles» d'Al-Qaïda pour précipiter une intervention militaire.

On ne peut mettre un terme à cette guerre qui s'annonce encore plus désastreuse au Moyen-Orient que par le retour d'un véritable mouvement antiguerre basé sur la mobilisation des travailleurs, des étudiants et des jeunes, indépendamment des deux principaux partis et du Congrès, dans une lutte contre l'administration Obama et le système capitaliste, la source du militarisme, de l'inégalité sociale et de l'assaut incessant sur les droits démocratiques.

Bill Van Auken

Article original, WSWS, paru le 10 septembre 2013

Copyright © 2013 Global Research